

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/VAL/M/1

11 août 1995

(95-2371)

---

## Comité de l'évaluation en douane

### COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 12 MAI 1995

Président: M. P. Palečka (République tchèque)

1. Le Comité de l'évaluation en douane s'est réuni le 12 mai 1995.
2. L'ordre du jour suivant a été adopté:

	<u>Page</u>
A. Election du Bureau	2
B. Règlement intérieur	2
C. Participation aux réunions de certains signataires de l'Acte final admis à devenir Membres originels de l'OMC	2
D. Observateurs: gouvernements	3
E. Observateurs: organisations internationales	3
F. Adoption i) de la Décision sur les cas où l'administration des douanes a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée; et ii) de la Décision sur les textes se rapportant aux valeurs minimales et aux importations effectuées par des agents, distributeurs et concessionnaires exclusifs	3
G. Décision sur le maintien en application, au titre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, de l'invocation des dispositions permettant aux pays en développement de différer l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 et de faire des réserves au titre dudit accord	4
H. Coordination entre les Comités	5
I. Notifications	5
J. Décisions adoptées par le Comité de l'évaluation en douane du Tokyo Round	11

	<u>Page</u>
K. Procédures concernant l'examen annuel	12
L. Rapport sur les travaux réalisés par le Comité technique à sa vingt-neuvième session	13
M. Dates des réunions	16
A. <u>Election du Bureau</u>	
3. Le Comité <u>a élu</u> M. P. Palečka (République tchèque) Président.	
4. Le <u>Président</u> a fait observer que l'Accord sur l'évaluation en douane ne faisait pas mention de l'élection d'un vice-président et a proposé d'étudier cette question au titre du point suivant de l'ordre du jour intitulé "règlement intérieur".	
5. Le Comité en <u>est ainsi convenu</u> .	
B. <u>Règlement intérieur</u>	
6. Le <u>Président</u> a fait observer que l'Accord sur l'évaluation en douane ne donnait aucune indication détaillée concernant le règlement intérieur du Comité et se bornait à préciser que celui-ci devait normalement se réunir une fois l'an. Le paragraphe 6 de l'article IV de l'Accord sur l'OMC autorisait les organes subsidiaires des conseils sectoriels à établir leurs propres règlements intérieurs sous réserve de l'approbation des Conseils respectifs. Le Conseil du commerce des marchandises, à sa réunion du 3 avril 1995, avait décidé que le règlement intérieur des réunions du Conseil général s'appliquerait <i>mutatis mutandis</i> à ses propres réunions, avec certaines modifications indiquées dans le document G/C/W/2. Le Président a suggéré que le Comité adopte le même règlement intérieur que celui du Conseil du commerce des marchandises, en y apportant les modifications nécessaires pour tenir compte de ses besoins spécifiques, et prie le Secrétariat d'établir un projet de règlement intérieur pour adoption à sa prochaine réunion. D'ici là, le Comité pourrait s'en tenir au bon sens et à la pratique établie du GATT pour mener ses travaux.	
7. Le Comité en <u>est ainsi convenu</u> .	
8. Le <u>Président</u> a rappelé que le Comité de l'évaluation en douane du Tokyo Round avait toujours élu un vice-président. Il estimait que, d'un point de vue pratique, il serait préférable d'avoir un vice-président et il a proposé d'engager des consultations informelles avec les délégations intéressées et le Président du Conseil du commerce des marchandises afin d'élire un vice-président à la prochaine réunion du Comité.	
9. Le Comité en <u>est ainsi convenu</u> .	
C. <u>Participation aux réunions de certains signataires de l'Acte final admis à devenir Membres originels de l'OMC (WT/L/27)</u>	
10. Le <u>Président</u> a rappelé que le Conseil général avait décidé que pendant une période de sept mois suivant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, les signataires de l'Acte final qui étaient parties contractantes au GATT de 1947 et qui étaient admis à devenir Membres originels de l'OMC pourraient être présents et prendre la parole aux réunions formelles ou informelles des organes	

institués en vertu de l'Accord sur l'OMC autres que l'Organe de supervision des textiles, et auraient accès à tous les documents mis à la disposition des Membres de l'OMC pour ces réunions mais n'auraient pas le droit de participer au processus de prise de décisions.

11. Le Comité a pris note de la décision, publiée sous la cote WT/L/27.

D. Observateurs: gouvernements

12. Le Président a noté que certains gouvernements qui accédaient actuellement à l'Accord sur l'OMC, ou qui avaient engagé des négociations à cette fin, ou qui avaient déclaré leur intention de le faire dans un avenir proche, avaient été invités à participer aux réunions du Conseil général en qualité d'observateurs. Conformément au paragraphe 6 des Lignes directrices concernant le statut d'observateur des gouvernements auprès de l'OMC (annexe 2 du document WT/L/28), ces gouvernements "[pourraient] participer en qualité d'observateurs aux réunions des groupes de travail et autres organes subsidiaires du Conseil général selon qu'il [conviendrait], à l'exception du Comité du budget, des finances et de l'administration". Le Président a proposé que ces gouvernements soient invités à participer aux réunions du Comité s'ils le souhaitent, sauf dans les cas où il aurait été jugé approprié de tenir une séance privée, ouverte aux Membres seulement.

13. Le Comité en est ainsi convenu.

E. Observateurs: organisations internationales

14. Le Président a rappelé qu'en attendant qu'un accord final intervienne au sujet des lignes directrices pour le statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales, le Conseil du commerce des marchandises était convenu d'inviter certaines organisations internationales à la première réunion de ses organes subsidiaires. S'agissant du Comité de l'évaluation en douane, il avait été décidé d'inviter à la première réunion des représentants des Secrétariats de l'OMD, du FMI et de la CNUCED (G/C/M/1, point 13 de l'ordre du jour). Le Président a aussi rappelé qu'il avait en outre été convenu qu'en attendant l'adoption de critères et conditions régissant l'octroi aux organisations internationales intergouvernementales du statut d'observateur à l'OMC, chaque organe subsidiaire du Conseil du commerce des marchandises déciderait, à chaque réunion, quelles organisations inviter à sa réunion suivante (G/C/M/2, point 2 de l'ordre du jour). Ces arrangements *ad hoc* ne préjugeaient pas de la position que les délégations adopteraient lors des discussions futures sur la question du statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales. Le Président a proposé qu'à moins que les critères et conditions régissant l'octroi du statut d'observateur ne soient adoptés d'ici là, l'OMD, le FMI et la CNUCED soient invités à participer à la prochaine réunion du Comité en qualité d'observateurs.

15. Le Comité en est ainsi convenu.

F. Adoption i) de la Décision sur les cas où l'administration des douanes a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée; et ii) de la Décision sur les textes se rapportant aux valeurs minimales et aux importations effectuées par des agents, distributeurs et concessionnaires exclusifs

16. Le Président a rappelé que ces décisions et ces textes, reproduits dans le document G/VAL/1, avaient été renvoyés au Comité, pour adoption, par les Ministres à Marrakech.

17. Le Comité a adopté les décisions et les textes figurant dans le document G/VAL/1.

18. Le représentant de l'Egypte a déclaré que son pays était un participant non votant; il souhaitait cependant préciser qu'il n'avait reçu aucune instruction au sujet des décisions à l'étude.

19. Le Président a déclaré que ces décisions faisaient partie intégrante des résultats finals du Cycle d'Uruguay et devaient donc être acceptées par tous les Membres de l'OMC.

20. L'observateur de l'OMD a déclaré que le Comité technique avait commencé à examiner les problèmes relatifs aux importations effectuées par des agents, distributeurs et concessionnaires exclusifs en se fondant sur un certain nombre de cas concrets soumis par les membres.

21. Le Comité a pris note des déclarations.

G. Décision sur le maintien en application, au titre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, de l'invocation des dispositions permettant aux pays en développement de différer l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 et de faire des réserves au titre dudit accord (WT/L/38)

22. Le Président a rappelé que le Conseil général avait adopté cette décision à sa réunion du 31 janvier 1995. Il a fait observer que conformément au paragraphe 2 de la décision, "les réserves faites au titre du paragraphe 3 du Protocole à l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 [continueraient] de s'appliquer au titre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane pour le pays en développement concerné sur une base limitée et à titre transitoire selon des clauses et conditions agréées par le Comité de l'évaluation en douane, jusqu'à la première réunion du Comité de l'évaluation en douane de ce dernier accord, où ces clauses et conditions [pourraient] être réexaminées".

23. Il a aussi rappelé qu'à sa première réunion tenue le 13 janvier 1981, le Comité de l'évaluation en douane du Tokyo Round avait adopté, au sujet des réserves formulées au titre du paragraphe 3 du Protocole concernant le maintien des valeurs en douane minimales, une décision ainsi rédigée (annexe 2 du document VAL/M/1):

"3. S'agissant des réserves formulées au titre du paragraphe 3 du Protocole, la Partie ayant formulé la réserve communiquera au Comité en temps voulu (par l'intermédiaire du secrétariat) une proposition contenant les clauses et conditions selon lesquelles elle veut conserver les valeurs en douane minimales (ou des systèmes analogues). Cette proposition sera examinée par le Comité en vue d'arriver à un accord sur les clauses et conditions d'une réserve de ce genre. Il convient d'arriver à un accord aussi rapidement que possible et, en tout état de cause, au plus tard à la date à laquelle la Partie qui se sera prévalu de la possibilité prévue au paragraphe 1 de l'article 21 commencera à mettre en oeuvre les dispositions de l'Accord.

4. Une réserve ne prendra pas effet: ... si, formulée au titre du paragraphe 3 du Protocole, il n'y a pas eu accord sur son contenu (clauses et conditions) au moment où l'Accord est mis en oeuvre par la Partie en question. Les cas où une minorité se déclarera en faveur de l'acceptabilité ou de la non-acceptabilité d'une réserve seront examinés par le Comité, à la demande du pays qui désire formuler la réserve, en vue d'arriver à une solution mutuellement acceptable."

24. Il a souligné qu'en ce qui concernait les pays en développement signataires de l'Accord sur l'évaluation en douane du Tokyo Round qui avaient émis une réserve de ce type, le Comité avait examiné les clauses et conditions selon lesquelles ces pays voulaient conserver le système de valeurs minimales peu de temps seulement avant l'entrée en application pour les pays en question. Le Comité du Tokyo Round n'avait donc pas fixé de clauses et conditions pour des pays en développement qui avaient signé

l'Accord récemment et qui avaient formulé la réserve relative aux valeurs minimales et invoqué les dispositions sur l'application différée au titre de l'article 21 de l'Accord. C'est pourquoi il a proposé que le Comité renvoie à une date appropriée l'examen des clauses et conditions relatives au maintien du système de valeurs minimales par tout pays en développement Membre intéressé.

25. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que sa délégation était de plus en plus préoccupée par le recours, de la part de certains pays, à des systèmes de valeurs minimales, notamment dans le cadre de systèmes de marges de variation; ces systèmes faussaient les conditions des échanges de la Nouvelle-Zélande et créaient des problèmes commerciaux pratiques. C'était pourquoi sa délégation avait émis des doutes au sujet du paragraphe 2 du projet de décision adopté par le Conseil général au début de cette année. La Nouvelle-Zélande avait toutefois accepté que la décision soit adoptée par consensus afin d'aider à faire progresser les travaux de l'OMC. Cependant, l'intervenant voulait maintenant insister sur le fait que sa délégation comptait que ces pays tireraient parti de la période transitoire générale d'une durée maximale de cinq ans pour adapter leur régime douanier actuel afin d'être en mesure d'appliquer pleinement l'Accord après la fin de cette période. Il souhaitait aussi signaler que sa délégation ne pourrait accueillir très favorablement une proposition tendant à ce que les pays appliquant actuellement un système de valeurs minimales conservent ce système après la fin de la période transitoire générale.

26. Le Comité a pris note de la décision reproduite dans le document WT/L/38 et de la déclaration.

#### H. Coordination entre les Comités

27. Le Président a rappelé que, conformément à la recommandation du Comité préparatoire, le Conseil général, à sa réunion du 31 janvier 1995, avait adopté une décision sur les "moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel" (WT/L/29). D'après cette décision, le Comité de l'évaluation en douane du Tokyo Round et celui de l'OMC devaient coopérer pour ce qui était des notifications et tenir des réunions conjointes ou consécutives pendant la période allant de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC et la date à laquelle prendrait fin l'Accord du Tokyo Round. Le Président a ajouté que la Décision du Comité préparatoire et des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 (PC/11, L/7587) serait présentée pour adoption à la réunion du Comité de l'évaluation en douane du Tokyo Round. Un projet de décision concernant l'extinction de l'Accord de l'évaluation en douane du Tokyo Round avait aussi été soumis à l'examen du Comité dans le document VAL/W/65. Le Président a proposé que le Comité prenne note de la Décision sur les "moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel".

28. Le Comité en est ainsi convenu.

#### I. Notifications

29. Le Président a noté qu'il y avait trois questions à examiner au titre de ce point: la notification de législations, les réponses à la liste de questions et les notifications présentées par des pays en développement Membres.

30. A propos de la première question, celle de la notification de législations, il a rappelé que conformément au paragraphe 1 de l'article 22, "chaque Membre [assurait] au plus tard à la date où les dispositions du présent accord [entreraient] en application en ce qui le [concernait], la conformité de ses lois, règlements et procédures administratives avec les dispositions dudit accord". Le paragraphe 2 du même article prévoyait que "chaque Membre [informerait] le Comité de toute modification apportée à ses lois et règlements en rapport avec les dispositions du présent accord, ainsi qu'à l'administration de ces lois et règlements".

31. A sa première réunion, le Comité de l'évaluation en douane du Tokyo Round avait adopté, pour "la notification et la communication des législations nationales", les procédures suivantes: "i) les Parties présenteront dès que possible au secrétariat le texte intégral de leurs législations nationales (lois, règlements, etc.) sur la valeur en douane dans l'une des trois langues officielles du GATT; le secrétariat le communiquera aux autres Parties en tant que document du Comité, dans la langue dans laquelle il aura été rédigé. Si les membres du Comité expriment en général le désir que le texte présenté par une Partie soit également disponible dans les autres langues officielles du GATT, ce texte sera traduit et communiqué en tant que document du Comité. Dans les cas où la législation ne sera pas rédigée dans une langue officielle du GATT, le texte original sera aussi communiqué au secrétariat où il pourra être consulté; ii) il est entendu que le texte des législations nationales des pays en voie de développement se prévalant des dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 21 de l'Accord sera communiqué au Comité avant que ces pays ne commencent à appliquer les dispositions de l'Accord et du Protocole."

32. Le Président a proposé que les Membres qui n'étaient pas signataires de l'Accord sur l'évaluation en douane du Tokyo Round suivent, pour la notification et la communication des législations nationales, les mêmes procédures que celles qui avaient été adoptées par le Comité de l'évaluation en douane du Tokyo Round.

33. Le Comité en est ainsi convenu.

34. Le Président a déclaré que, puisque l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC et celui du Tokyo Round ne différaient pas sur le fond, sauf pour la question des différends, il était possible que la législation des signataires de l'Accord du Tokyo Round reste valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC. En pareil cas, pour les Membres qui étaient signataires de l'Accord du Tokyo Round et dont la législation avait déjà été examinée, il serait possible de procéder selon l'une des deux méthodes suivantes:

- 1) les Membres en question pourraient envoyer une communication au Secrétariat de l'OMC indiquant que la législation notifiée au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane du Tokyo Round restait valable dans le cadre de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC et mentionnant spécifiquement le document où cette législation était reproduite. Le Secrétariat distribuerait ensuite cette notification dans une série de documents de l'OMC; ou
- 2) les Membres pourraient notifier l'ensemble de leur législation au Secrétariat, qui distribuerait ces notifications dans une série de documents de l'OMC. Si cette méthode était proposée, c'était parce que la législation communiquée par certains signataires de l'Accord du Tokyo Round était répartie entre un certain nombre de suppléments, ce qui la rendait peu facile à consulter. Ce serait l'occasion de faire démarrer les travaux du Comité en favorisant la clarté et la transparence.

35. Le Comité a décidé d'adopter la première méthode.

36. En ce qui concernait la liste de questions qui avait été élaborée par le Comité du Tokyo Round pour servir de base à un examen initial des législations nationales, le Président a suggéré que pour les Membres qui n'étaient pas signataires de l'Accord sur l'évaluation en douane du Tokyo Round, les réponses à ces questions soient présentées à la date à laquelle le Membre intéressé commençait à appliquer l'Accord ou le plus tôt possible après cette date.

37. Le Comité en est ainsi convenu.

38. S'agissant des Membres qui étaient signataires de l'Accord du Tokyo Round et dont la législation avait déjà été examinée, le Président a proposé qu'ils envoient une communication au Secrétariat indiquant que leurs réponses à la liste de questions restaient valables dans le cadre de l'Accord de l'OMC.

39. Le Comité en est ainsi convenu.

40. Le Président a appelé l'attention du Comité sur le document G/VAL/2 qui contenait la liste des pays en développement Membres qui avaient invoqué les dispositions spéciales prévues pour eux dans l'Accord sur l'évaluation en douane, ainsi que la liste des pays en développement Membres visés par la Décision du Conseil général sur le "maintien en application, au titre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, de l'invocation des dispositions permettant aux pays en développement de différer l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 et de faire des réserves au titre dudit accord".

41. La représentante des Etats-Unis a déclaré que, pour sa délégation, le Comité devrait examiner la question des délais et des règles concernant la notification des cas dans lesquels des pays en développement Membres qui n'étaient pas parties à l'Accord sur l'évaluation en douane du Tokyo Round invoquaient les dispositions spéciales prévues pour eux. Les dispositions et les procédures existantes n'établissaient pas de délai de ce type. De l'avis de ses autorités, il faudrait fixer le délai dans lequel les pays en développement devraient non seulement notifier leur intention de profiter de la possibilité d'application différée de l'Accord mais aussi fournir au Comité des renseignements sur leur législation et tous les détails concernant les dispositions qu'ils avaient l'intention d'appliquer entre-temps. L'intervenante a suggéré que les pays en développement Membres qui souhaitaient formuler de telles réserves le fassent d'ici le 15 septembre 1995, ce qui laisserait suffisamment de temps au Comité pour recevoir la documentation pertinente et commencer son examen à la réunion suivante. En outre, sa délégation proposait qu'à l'avenir, tout nouveau pays en développement Membre notifie au Comité, dans les 90 jours suivant son accession à l'Accord sur l'OMC, son intention d'invoquer les dispositions spéciales prévues pour les pays en développement Membres.

42. Le représentant de l'Australie a appuyé la proposition des Etats-Unis, notamment en ce qui concernait la fixation d'un délai pour la communication des notifications et l'indication des raisons pour lesquelles il était demandé de faire des réserves.

43. Le représentant de la Nouvelle-Zélande estimait assez justifiée la suggestion selon laquelle les pays qui avaient indiqué leur souhait de recourir à la réserve concernant le système des valeurs minimales devraient indiquer en détail ce qu'ils se proposaient d'utiliser entre-temps. Il pourrait aussi être intéressant d'étudier la proposition tendant à préciser les obligations en matière de notification des pays qui accéderaient à l'Accord sur l'OMC à l'avenir, mais cette question pourrait être abordée dans les différents groupes de travail sur l'accession.

44. Le représentant des Communautés européennes approuvait la déclaration de la Nouvelle-Zélande et estimait que des consultations seraient peut-être nécessaires pour voir s'il était possible de fixer un délai et si les pays devaient donner une justification quand ils demandaient à faire des réserves.

45. Le représentant du Japon a déclaré que les notifications d'invocation de réserves devraient être communiquées le plus rapidement possible.

46. L'observateur de l'OMD a déclaré que la question des valeurs minimales était très sensible et méritait un examen approfondi.

47. Le représentant du Canada a déclaré que, selon lui, la question à l'étude intéressait deux groupes de pays en développement. L'un d'eux comprenait les pays qui avaient signé l'Accord du Tokyo Round et qui étaient visés par la décision adoptée par le Conseil général le 31 janvier 1995 sur le "maintien en application, au titre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, de l'invocation des dispositions permettant aux pays en développement de différer l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 et de faire des réserves au titre dudit accord". L'autre groupe rassemblait les pays qui n'étaient pas signataires de l'Accord du Tokyo Round et avaient invoqué les dispositions concernant l'application différée dans leur notification d'acceptation de l'Accord sur l'OMC. Les délais applicables à ces deux groupes de pays ne seraient pas les mêmes. S'il n'était pas énoncé explicitement dans l'Accord sur l'évaluation en douane que les pays en développement Membres ayant invoqué ces dispositions devraient en donner la justification, il y avait aussi une question de transparence générale. L'article 20 de l'Accord sur l'évaluation en douane faisait référence à une période n'excédant pas cinq ans; il était donc possible que la période soit plus courte. La délégation canadienne estimait que si un pays considérait qu'il n'avait pas besoin des cinq années complètes, il pourrait notifier son intention d'appliquer l'Accord plus rapidement.

48. Le représentant du Brésil a déclaré que son pays était signataire de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 et avait utilisé la possibilité d'en différer l'application pendant cinq ans. L'application de l'Accord n'était pas une tâche aisée pour un pays en développement et en fait l'expérience du Brésil montrait que cinq années ne suffisaient pas. La délégation brésilienne n'était pas directement intéressée par cette question étant donné que le Brésil avait déjà mis en oeuvre l'Accord. Il importait toutefois d'adopter une position à ce stade, d'autant que la même question était apparue au Comité des licences d'importation. L'Accord sur l'évaluation en douane et les règles qui y étaient prévues faisaient partie des résultats finals du Cycle d'Uruguay que les pays avaient acceptés. Le paragraphe 1 de l'article 20 prévoyait que les pays en développement Membres qui n'étaient pas parties à l'Accord sur l'évaluation en douane du Tokyo Round pouvaient différer l'application de l'Accord "pendant une période qui n'[excéderait] pas cinq ans à compter du jour où l'Accord sur l'OMC [serait] entré en vigueur pour lesdits Membres". Les pays en développement Membres intéressés devaient aussi "notifier leur décision" au Directeur général. Il n'y avait aucune obligation d'expliquer pourquoi ce délai était jugé nécessaire et il n'était pas non plus demandé de fournir d'autres renseignements concernant le système qui serait utilisé entre-temps. Il y avait une différence entre ces dispositions et celles du paragraphe 1 de l'annexe III, selon lequel un pays en développement Membre qui souhaiterait un délai de plus de cinq ans aurait à donner les raisons de sa demande. En pareil cas, le Comité avait le droit de demander des renseignements et de juger s'il convenait ou non d'accorder un délai supplémentaire au pays en question. Si les rédacteurs de l'Accord avaient voulu que les pays en développement Membres qui invoquaient le paragraphe 1 de l'article 20 en donnant la justification, ils auraient inclus la phrase nécessaire dans le texte de cette disposition comme ils l'avaient fait dans le cas du paragraphe 1 de l'annexe III. La délégation brésilienne ne pouvait accepter que l'on crée de nouvelles disciplines et de nouvelles obligations en matière de notification, qui s'ajouteraient à ce qui était déjà prévu dans l'Accord et qui ne faisaient pas partie des résultats du Cycle d'Uruguay. En même temps, elle comprenait l'importance de la question de la transparence générale. Il serait possible ici de faire preuve de souplesse et les pays qui appliquaient des systèmes de valeurs minimales pourraient être priés, par exemple, de notifier ces valeurs minimales. Cela ne résulterait cependant d'aucune obligation prévue dans l'Accord mais plutôt de l'obligation générale de notification découlant de la Décision sur les procédures de notification. De l'avis de l'intervenant, c'était de cette façon qu'il fallait régler la question et un pays n'aurait pas ainsi à expliquer ni à justifier sa décision d'invoquer le paragraphe 1 de l'article 20.

49. La représentante du Costa Rica a déclaré que l'Accord sur l'évaluation en douane contenait, pour les pays en développement Membres qui n'étaient pas signataires de l'Accord sur l'évaluation en douane du Tokyo Round, des dispositions spéciales que son gouvernement avait invoquées. Il était clair que l'application de l'Accord présenterait des difficultés pour certains pays et c'était pourquoi



la disposition concernant l'application différée était extrêmement importante. La délégation costaricienne croyait comprendre, en s'appuyant sur le texte de l'Accord lui-même, qu'il n'y avait aucune obligation de justifier l'invocation de la disposition relative à l'application différée ou l'utilisation d'une réserve. Il serait très dangereux à ce stade d'apporter des modifications au texte ou de créer des obligations nouvelles qui n'avaient pas été négociées à l'époque. Si une notification de ce type était exigée, il pourrait être très difficile, voire impossible au Costa Rica d'appliquer l'Accord et la délégation costaricienne ne pouvait accepter de tels changements à ce stade. Elle avait toujours été favorable à la plus grande transparence possible et estimait que le Comité devrait s'efforcer de trouver une autre façon d'assurer cette transparence. Cela ne pouvait être fait en obligeant à justifier l'invocation des dispositions en matière de traitement spécial et différencié.

50. Le représentant du Venezuela a dit que les déclarations faites par les représentants du Brésil, puis du Costa Rica, exposaient, dans ses grandes lignes, la position de sa délégation. La création d'obligations nouvelles réduirait en fait la portée des dispositions relatives au traitement spécial et différencié que les pays en développement Membres avaient le droit d'invoquer. Le même phénomène se produisait dans d'autres organes et il s'agissait d'une tendance alarmante. La délégation vénézuélienne ne pouvait appuyer une tentative ayant pour objet d'apporter de telles modifications aux dispositions relatives au traitement spécial et différencié.

51. Le représentant de la Malaisie a approuvé les vues exprimées sur ce point par les représentants des pays en développement. La plupart des pays de l'ANASE étaient de nouveaux signataires de l'Accord sur l'évaluation en douane. La délégation malaisienne n'était pas en mesure de débattre de la question, qui s'était aussi posée au Comité des licences d'importation, sur le fond. Cette question revenait à mettre en cause certains des principes fondamentaux des dispositions relatives au traitement spécial et différencié prévues pour les pays en développement. La délégation malaisienne comptait que les Membres appliqueraient loyalement les dispositions des Accords du Cycle d'Uruguay, notamment celles qui concernaient le traitement spécial et différencié. L'intervenant estimait lui aussi que les pays ayant invoqué les dispositions relatives à l'application différée n'auraient peut-être pas besoin des cinq années complètes; il fallait toutefois laisser aux Membres intéressés la possibilité d'indiquer de leur plein gré s'ils pouvaient appliquer l'Accord et à quelle date. Il a précisé qu'il était encore possible de prolonger le délai conformément au paragraphe 1 de l'annexe III s'il y avait à cela une raison valable.

52. Le représentant du Pakistan a déclaré qu'en ce qui concernait l'application différée prévue à l'article 20, il ne faisait aucun doute que cette disposition se suffisait à elle-même et qu'il ne fallait fixer aucune condition à l'invocation de ce droit par un pays en développement Membre. Quant à la question des valeurs minimales mentionnées au paragraphe 2 de l'annexe III, il fallait en examiner un certain nombre d'aspects, par exemple: quelles seraient ces clauses et conditions? Seraient-elles de caractère général, c'est-à-dire applicables de façon globale aux Membres intéressés?

53. Le représentant de l'Argentine a déclaré que son pays était signataire de l'Accord sur l'évaluation en douane du Tokyo Round. Au moment où elle avait accepté l'Accord, l'Argentine avait invoqué la disposition relative à l'application différée mais n'avait pas fait de réserve concernant les valeurs minimales. La position de la délégation argentine sur ces questions résultait du fait que l'Argentine souhaitait une mise en oeuvre appropriée de l'Accord et l'application de l'article VII du GATT de 1994. Il n'y avait aucune différence sur le fond entre les accords sur l'évaluation en douane du Tokyo Round et de l'OMC, si ce n'est que les dispositions relatives au règlement des différends avaient été éliminées. Les autres changements n'étaient que des modifications de forme. En ce qui concernait l'application différée prévue à l'article 20, le Comité devrait continuer d'appliquer le même traitement qu'au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane du Tokyo Round et il en allait de même pour la réserve concernant les valeurs minimales. A cet égard, la délégation argentine estimait qu'il serait tout à fait possible de suivre les règles énoncées dans l'annexe 2 du document VAL/M/1 concernant la question

des réserves en général formulées au titre de l'Accord. Il ne faudrait apporter aucune modification aux dispositions relatives au traitement spécial et différencié contenues dans l'Accord.

54. La représentante d'El Salvador a déclaré que la position de sa délégation était semblable à celle qui avait été exposée par d'autres pays en développement, notamment le Brésil. El Salvador était devenu Membre de l'OMC le 7 mai 1995 et avait usé de ses droits prévus à l'article 20. Pour la délégation salvadorienne, l'article 20 était libellé très clairement: "Les pays en développement Membres pourront différer l'application des dispositions du présent accord pendant une période qui n'excédera pas cinq ans à compter du jour où l'Accord sur l'OMC sera entré en vigueur pour lesdits Membres. Les pays en développement Membres qui opteront pour une application différée du présent accord notifieront leur décision au Directeur général de l'OMC." La notification avait été faite au Directeur général de l'OMC et El Salvador s'était acquitté de ses obligations au titre de cette disposition.

55. Le représentant du Zimbabwe a déclaré que le débat portait sur un certain nombre de questions qu'il convenait de distinguer. Par exemple, selon lui, les pays pouvaient être répartis en deux groupes, ceux qui étaient signataires de l'Accord sur l'évaluation en douane du Tokyo Round et ceux qui étaient devenus Membres de l'OMC. Il fallait aussi établir une distinction entre les réserves dont il était question, car certaines portaient sur le fond et d'autres sur les procédures. La question de la transparence était elle aussi importante car les partenaires commerciaux avaient besoin de savoir quel type de système d'évaluation en douane s'appliquait dans certains pays. Il était également clair qu'il ne fallait pas exiger plus que ce qui était demandé dans l'Accord s'agissant de la possibilité pour un pays en développement d'invoquer les dispositions dudit accord.

56. Le représentant de l'Uruguay a approuvé les déclarations faites par les représentants du Brésil et d'autres pays en développement. Il a aussi souligné que le paragraphe 1 de l'article 20 constituait un droit explicite et qu'aucun pays en développement n'avait à montrer qu'il avait agi "à bon droit" en en faisant usage.

57. Le représentant du Paraguay a approuvé les déclarations du Brésil et d'autres pays en développement.

58. La représentante des Etats-Unis a déclaré que le droit des pays en développement d'invoquer les dispositions spéciales prévues pour eux dans l'Accord n'était pas remis en cause. Comme l'avait indiqué le représentant du Pakistan, la discussion serait plus structurée si les deux questions, c'est-à-dire l'application générale différée prévue à l'article 20.1 et l'application de valeurs minimales, étaient traitées séparément.

59. Les représentants du Honduras et du Pérou ont appuyé les déclarations faites par d'autres pays en développement Membres.

60. Le représentant de l'Australie a déclaré que les deux questions de l'application différée et des valeurs minimales devaient être séparées. En fait, les observations présentées précédemment par l'Australie concernaient la question des valeurs minimales en particulier.

61. Le représentant du Pakistan tenait à préciser que si des consultations avaient lieu, elles ne devraient pas porter sur le droit d'application différée prévu à l'article 20 de l'Accord. Tous les pays en développement Membres qui avaient invoqué cette disposition exerçaient un droit indiscutable. Quant à la question des valeurs minimales soulevée au paragraphe 2 de l'annexe III, il était peut-être prématuré d'en discuter car il serait probablement fait usage de ce droit après l'expiration des délais prévus à l'article 20. L'intervenant ne pensait pas qu'il existe actuellement un seul pays en développement Membre ayant fait une réserve de ce type et ayant à appliquer l'accord immédiatement; les consultations étaient donc inutiles pour l'instant.

62. Les représentants de la Turquie et du Venezuela ont approuvé l'observation du représentant du Pakistan.

63. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré qu'en ce qui concernait l'affirmation selon laquelle il ne serait nécessaire de discuter du paragraphe 2 de l'annexe III qu'au bout de cinq ans, il s'agissait d'une question d'interprétation et sa délégation voulait se réserver le droit d'y revenir.

64. Le Président, en réponse à une question soulevée par la représentante des Etats-Unis, a déclaré que les notifications complètes présentées par les pays en développement Membres au moment de leur acceptation de l'Accord sur l'OMC étaient reproduites dans le document WT/LET/Rev.1. Il a ensuite proposé que le Comité prenne note des renseignements figurant dans le document G/VAL/2 et des déclarations qui avaient été faites.

65. Le Comité en est ainsi convenu.

J. Décisions adoptées par le Comité de l'évaluation en douane du Tokyo Round

66. Le Président s'est référé au document G/VAL/W/1 qui contenait la liste des décisions adoptées par le Comité de l'évaluation en douane du Tokyo Round. Il a proposé que le Comité adopte les décisions concernant l'interprétation de l'Accord figurant dans la section A de ce document.

67. Le Comité en est ainsi convenu.

68. Le Président a suggéré que le Comité étudie séparément chacune des décisions concernant l'administration de l'Accord et les procédures de travail du Comité, reproduites dans la section B du document G/VAL/W/1.

69. S'agissant des procédures concernant la participation d'observateurs (B.1), il a indiqué que la question des observateurs avait déjà été étudiée au titre des points D et E de l'ordre du jour. Quand le Conseil général aurait pris une décision définitive sur le statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales, cette décision remplacerait les arrangements *ad hoc* convenus au titre du point E de l'ordre du jour sur le statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales. Il a estimé que le Comité n'avait pas à adopter les procédures décrites dans la section B.1 du document G/VAL/W/1.

70. Le Comité en est ainsi convenu.

71. Le Président a noté que les procédures relatives à la distribution des documents du Comité (B.2), adoptées par le Comité du Tokyo Round, avaient été établies à un moment où les signataires de l'Accord étaient peu nombreux. Les parties contractantes à l'Accord général n'étaient pas toutes signataires de l'Accord sur l'évaluation en douane du Tokyo Round. Toutefois, compte tenu de la situation actuelle où tous les Membres de l'OMC étaient aussi membres de ce Comité et où les documents publiés par le Comité seraient distribués à tous les Membres, le Comité n'avait pas à adopter les procédures décrites dans la section B.2 du document G/VAL/W/1.

72. Le Comité en est ainsi convenu.

73. Le Président a proposé que, puisque des consultations sur la question de la mise en distribution générale des documents avaient lieu au niveau du Conseil général, le Comité attende l'issue de ces discussions avant de prendre une décision concernant les procédures relatives à la mise en distribution générale des documents, exposées dans la section B.3 du document G/VAL/W/1.

74. Le Comité en est ainsi convenu.

75. Le Président a proposé que le Comité adopte la décision B.4 sur les Réserves formulées au titre de l'Accord relatif à l'évaluation en douane en modifiant comme il convenait les numéros d'articles ou les dates.

76. Le Comité en est ainsi convenu.

77. En réponse à une question du représentant de la Nouvelle-Zélande, le Président a déclaré que la date du 1er janvier 1981 figurant dans les paragraphes 1 et 2 de la Décision serait remplacée par celle du 1er janvier 1995. Il n'y aurait pas de problème au sujet de la période d'un mois pendant laquelle les Membres pouvaient s'opposer à des réserves faites au titre de l'article 21 de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC étant donné qu'aucun pays n'avait formulé de réserve de ce type.

78. Le Président a noté que le Comité avait déjà examiné au titre du point I de l'ordre du jour les procédures à suivre pour la notification et la communication des législations nationales (B.5) et la liste de questions (B.6). Il a proposé que le Comité adopte, en tant que procédures à suivre au Comité de l'évaluation en douane de l'OMC pour la notification et la communication des législations nationales et pour la liste de questions, les procédures arrêtées au titre du point I de l'ordre du jour.

79. Le Comité en est ainsi convenu.

80. Le Président a déclaré que le Comité pourrait utilement adopter la pratique établie par le Comité du Tokyo Round au sujet des renseignements concernant l'assistance technique (B.7). C'était une pratique qui avait assuré et qui continuerait d'assurer la transparence s'agissant des activités d'assistance technique. Le Président a proposé que le Comité poursuive la pratique décrite dans la section B.7 du document G/VAL/W/1.

81. Le Comité en est ainsi convenu.

82. Le Président a déclaré que le texte de toute décision figurant dans la section B du document G/VAL/W/1 et adoptée par le Comité serait adapté à la situation de l'OMC; par exemple, les références aux "signataires" deviendraient des références aux "Membres", etc. En outre, ces décisions seraient distribuées dans leur version finale dans la série de documents G/VAL/-.

#### K. Procédures concernant l'examen annuel

83. Le Président a noté que conformément à l'article 23 de l'Accord, le Comité devait procéder chaque année à un examen de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l'Accord en tenant compte de ses objectifs et informer chaque année le Conseil du commerce des marchandises des faits intervenus pendant la période sur laquelle portait cet examen. Le Comité du Tokyo Round procédait généralement à un examen annuel lors de sa dernière réunion en se fondant sur un document de travail établi par le Secrétariat, que celui-ci mettait au point ultérieurement compte tenu des observations ou des instructions données par le Comité ou de tout autre fait intervenu lors de cette réunion. Quant au rapport au Conseil du commerce des marchandises, le Secrétariat établissait par le passé un projet de rapport qui était distribué aux signataires de l'Accord avant la réunion. Le Comité examinait ce rapport qui était ensuite mis à jour par le Secrétariat d'après les instructions reçues du Comité et compte tenu des travaux qui avaient été accomplis à la réunion. Le Président a proposé que le Comité suive les mêmes procédures que celui du Tokyo Round pour l'examen annuel de l'Accord et le rapport au Conseil du commerce des marchandises.

84. Le Comité en est ainsi convenu.

L. Rapport sur les travaux réalisés par le Comité technique à sa vingt-neuvième session

85. L'observateur de l'OMD a présenté, au nom du Président, M. Hadjiyiannis, un rapport sur la vingt-neuvième session du Comité technique de l'évaluation en douane tenue du 13 au 17 mars 1995. Le rapport de la session serait distribué en tant que document de l'OMD sous la cote 39.390.

86. Au titre du point concernant les développements intervenus au cours de l'intersession, le Comité technique avait été informé que l'événement majeur avait été l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC le 1er janvier 1995. Il lui avait aussi été indiqué qu'en conséquence, des décisions devraient être prises au sujet d'un certain nombre de questions de procédure, notamment l'élimination du Comité technique du Tokyo Round, l'établissement d'un nouveau comité technique conformément à l'Accord de 1994 et le traitement des instruments du Comité technique du Tokyo Round par le nouveau comité technique. Notant que les Comités de l'évaluation en douane de l'OMC et du Tokyo Round auraient à prendre des décisions similaires, le Comité technique avait décidé d'examiner les décisions prises par ces comités avant d'arrêter ses propres arrangements transitoires. Il était toutefois prévu que la première réunion du Comité technique de l'OMC se tiendrait en octobre 1995.

87. Le Comité technique avait été informé que des réunions avaient été organisées entre les secrétariats du FMI et de l'OMD au sujet du projet de coopération Banque mondiale/FMI/OMD concernant l'assistance technique en matière de valeur en douane. Il avait été décidé que l'OMD et le FMI se concerteraient pour présenter le projet à la Banque mondiale; que le projet contiendrait un plan d'action; et que l'on commencerait par choisir certains pays pour tester le plan d'action. Les pays ciblés travailleraient de concert avec les trois organisations. Si les programmes pilotes donnaient satisfaction, les organisations de financement seraient probablement disposées à mettre en oeuvre ce projet dans un plus grand nombre de pays.

88. Le Comité technique avait été informé que le Secrétariat de l'OMD avait reçu les réponses de 23 parties contractantes au questionnaire concernant les choix qu'elles avaient opérés pour appliquer diverses dispositions de l'Accord. Les réponses seraient récapitulées dans le document de l'OMD 39.286. Ce document devrait être extrêmement utile aux pays qui auraient à mettre en oeuvre l'Accord dans les cinq prochaines années.

89. Le Comité technique avait aussi appris que la douzième mise à jour du Recueil "Evaluation en douane - Accord du GATT" avait été distribuée en février 1995. Le Secrétariat de l'OMD avait entrepris une révision du Cours de formation sur l'évaluation compte tenu de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC. Deux leçons avaient été ajoutées, sur l'évaluation des risques et la sélectivité et sur le contrôle *a posteriori*. La brochure relative à l'étude sur la législation, la réglementation et les pratiques administratives serait distribuée sous peu.

90. En ce qui concernait l'assistance technique, le Comité technique avait pris note du document d'information 39.316 qui contenait des renseignements à jour sur les séminaires et les cours de formation relatifs à l'Accord du GATT et sur les activités de l'OMD dans ce domaine. En collaboration avec l'administration des douanes du Gabon, un séminaire régional ayant pour thème l'Accord du GATT sur l'évaluation en douane s'était tenu à Libreville (Gabon) du 24 au 28 octobre 1994. Ce séminaire avait pour but d'expliquer aux Membres de l'OMD d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale les principes de l'Accord du GATT sur l'évaluation en douane, en mettant l'accent sur les conséquences de la création de l'OMC et sur les problèmes posés par la mise en oeuvre de l'Accord dans les pays en développement. Le séminaire avait réuni 56 participants venus d'Angola, du Burkina Faso, du Cameroun, de Côte d'Ivoire, du Gabon, de Guinée équatoriale, de République centrafricaine et du Togo. Il avait été animé en français par deux fonctionnaires de la Direction de la valeur de l'OMD. A l'issue du séminaire, les participants étaient convenus de soumettre une déclaration aux administrations des pays représentés en les invitant à envisager sérieusement la mise en oeuvre de l'Accord de l'OMC

sur l'évaluation en douane et à organiser des activités dans ce sens. Des membres du Secrétariat de l'OMD avaient rencontré des fonctionnaires de l'ancienne ZEP, désormais dénommée "Marché commun de l'Afrique orientale et australe" (COMESA) à Lusaka. L'objectif de cette réunion était d'examiner l'évolution intervenue au sein du groupe régional en matière d'évaluation en douane. La plupart des membres du COMESA étaient Membres de l'OMC et devaient donc appliquer l'Accord au titre de leurs nouvelles obligations. Il a été jugé très important de fournir à ces pays des renseignements sur la marche à suivre et il a été convenu qu'avant toute chose, le COMESA étudierait avec ses membres les différentes options pouvant être retenues pour mettre à exécution un programme dans la région. Récemment, une délégation de Macao avait souhaité obtenir des conseils et des renseignements en vue d'élaborer la législation de Macao en matière d'évaluation. Les dispositions en vigueur à Macao étaient principalement utilisées aux fins des droits d'accise et le Secrétariat de l'OMD avait apporté son concours en recommandant des méthodes de détermination de la valeur.

91. En ce qui concernait l'assistance technique ayant donné lieu à l'adoption d'un instrument, le Comité technique, à sa dernière session, avait mis au point sa réponse à trois questions relatives à l'évaluation des automobiles usagées que lui avait soumises la République slovaque. Les réponses donnaient des indications sur l'application de l'article premier de l'Accord dans les cas où des véhicules étaient achetés sur le marché intérieur du pays d'exportation avant exportation et importation. Elles portaient aussi sur l'utilisation des prix catalogue compte tenu de l'interdiction, énoncée à l'article 7:2 de l'Accord, de déterminer la valeur en douane sur la base du prix de marchandises sur le marché intérieur du pays d'exportation. Les réponses seraient publiées en tant que supplément à l'Etude 1.1 portant sur l'évaluation des véhicules usagés.

92. S'agissant des questions techniques actuellement à l'examen, l'observateur de l'OMD a déclaré que le programme de travail du Comité technique portait sur les points suivants:

a) Agents, distributeurs et concessionnaires exclusifs

93. Pour donner suite à la décision adoptée pendant le Cycle d'Uruguay au sujet des préoccupations exprimées par les pays en développement concernant les importations effectuées par des agents, distributeurs et concessionnaires exclusifs, le Comité technique avait cherché à aborder la question en se fondant sur des exemples de problèmes soumis par des pays en développement. A cet égard, il avait à nouveau examiné deux projets d'études de cas relatives à des importations effectuées par des agents, distributeurs et concessionnaires exclusifs, qui reposaient pour l'essentiel sur des cas signalés par un membre. Il avait décidé de cesser l'examen du premier projet, qui portait sur une transaction réalisée par un agent exclusif, car il s'agissait d'une situation relativement simple. En ce qui concernait le deuxième projet, le Comité technique avait proposé d'autres amendements pour examen à sa trentième session. Il avait aussi examiné, pour la première fois, deux autres projets d'études de cas que le Secrétariat de l'OMD avait établis en se fondant sur la situation effectivement rencontrée par un autre membre. Les deux projets traitaient de questions concernant l'interprétation des dispositions de l'Accord relatives aux personnes liées. Après avoir suggéré un certain nombre d'amendements au texte des deux études, le Comité technique avait décidé d'en poursuivre l'examen à sa trentième session.

b) Interprétation de l'expression "ayant juridiquement la qualité d'associés" dans l'article 15:4

94. Le Comité technique avait examiné un projet de document d'information établi en réponse à la demande de la Colombie, qui avait souhaité avoir un avis quant à l'interprétation de l'expression "ayant juridiquement qualité d'associés" qui figurait dans l'article 15:4 de l'Accord. Selon le projet, cette expression se référait aux liens juridiques entre associés, qui devaient faire l'objet de dispositions distinctes du droit commercial dans la plupart, sinon la totalité, des parties contractantes, et les Membres ne devraient pas adopter une définition différente des associés spécifiquement aux fins de l'évaluation

en douane. Le Comité technique avait chargé le Secrétariat de l'OMD d'élaborer un projet d'avis consultatif compte tenu du projet de document d'information, pour examen à sa trentième session.

c) Portée du terme "entretien" dans la note relative à l'article premier

95. Le Comité technique avait examiné un projet de document d'information concernant la portée du terme "entretien" dans la note relative à l'article premier et, en particulier, ses liens avec la notion de "garantie". Il avait estimé qu'il existait une distinction entre l'entretien et la garantie et avait chargé le Secrétariat d'établir un projet de note explicative pour examen à sa trentième session.

d) Corrélation entre les alinéas c) et d) de l'article 8:1

96. Le Comité technique avait réexaminé un projet de document d'information concernant la corrélation entre les alinéas c) et d) de l'article 8:1. Les débats avaient été centrés sur la question de savoir si les redevances et les droits de licence qui ne répondaient pas aux conditions établies à l'alinéa c) de l'article 8:1 pour inclusion dans la valeur en douane pouvaient être ajoutés à la valeur en douane conformément à l'alinéa d) de l'article 8:1 quand il s'agissait du produit d'une revente, cession ou utilisation ultérieure qui revenait au vendeur. Les membres du Comité technique étaient divisés sur cette question. Pour arriver à une position commune, le Comité technique avait chargé le Secrétariat d'établir un projet de document d'information révisé présentant les questions en détail et tenant compte de la décision qu'il avait récemment adoptée concernant l'application des alinéas b) et c) de l'article 8:1. L'intervenant a rappelé que le Comité technique avait dernièrement examiné la question de la détermination de la valeur d'un apport sur la base des redevances ou des droits des licences acquittés.

97. En ce qui concerne le Colloque international relatif à l'Accord GATT/OMC sur l'évaluation en douane, le Comité technique avait approuvé la proposition du Secrétariat tendant à organiser ce colloque à l'OMD à Bruxelles du 27 au 29 septembre 1995, soit immédiatement avant sa prochaine réunion. Le colloque aurait pour objet de fournir des renseignements à jour concernant l'expérience pratique des pays qui appliquaient déjà l'Accord, d'inciter les Membres qui appliquaient déjà l'Accord à faire connaître aux autres Membres et aux nouveaux Membres les pratiques recommandées qu'ils mettaient en oeuvre, et de permettre un examen des questions pratiques et des difficultés particulières pour les nouveaux Membres. La formule retenue pour le colloque consisterait à organiser plusieurs tables rondes en séance plénière. Chacune d'elles examinerait un sujet présentant une importance pour les pays qui devraient prochainement mettre en oeuvre et appliquer l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

98. Pour ce qui était des travaux futurs, le Comité technique continuait d'avoir un programme bien rempli. A sa trentième session, il poursuivrait l'examen des études de cas portant sur les transactions entre personnes liées, sur les agents, distributeurs et concessionnaires exclusifs, sur l'interprétation du terme "associés" figurant à l'article 15:4, sur la portée du terme "entretien" dans la note relative à l'article premier et sur la corrélation entre les alinéas c) et d) de l'article 8:1. Il étudierait en outre pour la première fois un projet de document d'information concernant les implications d'un arrangement de prêt distinct entre l'acheteur et le vendeur sur l'application de l'article 15:4.

99. A propos de l'élection d'un Président, reconnaissant que le Comité technique du Tokyo Round avait un avenir incertain compte tenu de la nécessité de créer le nouveau Comité technique de l'OMC, le Comité technique avait décidé d'élire M. P.R.V. Ramanan (Inde) Président de la trentième session qui se tiendrait en octobre. Le mandat de président du Comité technique qui avait été confié à M. Hadjiyiannis pour deux années prendrait fin le 30 juin 1995. Le Comité technique avait remercié M. Hadjiyiannis de ses efforts et de l'habileté dont il avait fait preuve en tant que président. L'élection du Président du nouveau Comité technique de l'OMC devrait avoir lieu en octobre.

100. La trentième session du Comité technique se tiendrait du 2 au 6 octobre 1995.

101. La représentante des Etats-Unis a pris note avec satisfaction du rapport présenté par l'observateur de l'OMD et s'est demandée si le Comité ou le Secrétariat de l'OMC devait faire quelque chose pour assurer une transition harmonieuse entre le Comité technique du Tokyo Round et celui de l'OMC.

102. Le représentant du Secrétariat de l'OMC a déclaré que celui-ci avait étudié la question avec le Secrétariat de l'OMD. Après la première réunion du Comité de l'OMC, des efforts d'organisation seraient entrepris pour mettre en place et rendre opérationnel le Comité technique de l'OMC à sa première réunion, qui devait se tenir en automne.

103. Le Comité a pris note du rapport sur les travaux du Comité technique et a remercié ce dernier du travail précieux qu'il accomplissait.

M. Dates des réunions

104. Le Président a fait observer qu'aux termes de l'article 18 de l'Accord, "le Comité se [réunirait] normalement une fois l'an, ou selon les modalités envisagées par les dispositions pertinentes du présent Accord ...". Rappelant que le Comité du Tokyo Round tenait deux sessions ordinaires chaque année, il a proposé que le Comité maintienne cette pratique.

105. Le Comité en est ainsi convenu.

106. Le Président a proposé que la date et l'ordre du jour de la prochaine réunion soient fixés au cours de consultations avec les délégations intéressées.

107. Le Comité en est ainsi convenu.